



Arrêté n°2024-DCPATE- 448

**modifiant l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral n° 2024-DCPATE-110 du 8 avril 2024
autorisant la société UNITED PETFOOD FRANCE à augmenter la capacité de
production de son unité de fabrication d'aliments pour animaux domestiques et la
capacité de stockage de produits finis sur le territoire de la commune de Saint-Martin-
des-Noyers
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement notamment son titre VIII du livre 1^{er} ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-DCPATE-110 du 8 avril 2024 autorisant la société UNITED PETFOOD FRANCE à augmenter la capacité de production de son unité de fabrication d'aliments pour animaux domestiques et la capacité de stockage de produits finis sur le territoire de la commune de Saint-Martin-des-Noyers ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées **DENV.2024.64** du 1^{er} mars 2024 intitulé « autorisation environnementale – Phase de décision » ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 8 août 2024 ;

Considérant que le rapport d'instruction du 1^{er} mars 2024 susvisé précise au chapitre IX.1.4 que le diagnostic écologique effectué par l'exploitant conclut « à des impacts résiduels prévisibles sur la faune et la flore négligeables sous réserve de mettre en place les mesures suivantes :

- *démarrage des travaux de construction des nouvelles cellules de stockage et voiries associées entre septembre et fin février, période de moindre impact ;*
- [...] » ;

Considérant que la transcription de cette conclusion en prescription technique à l'article 9.1 de l'arrêté du 8 avril 2024 susvisé s'est traduite, par erreur, par l'inverse de ce que préconisait le diagnostic écologique ;

Considérant par conséquent qu'il y a lieu de rectifier la prescription de l'article 9.1 précité ;

Considérant l'accord de l'exploitant, par courriel du 13 août 2024, de la modification de l'article 9.1 de l'arrêté d'autorisation du 8 avril 2024 ;

Arrête

Article 1. Modification de l'article 9.1 de l'arrêté n° 2024-DCPATE-110 du 08 avril 2024

Les dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2024 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le démarrage des travaux de construction (terrassement) des nouvelles cellules de stockage et voiries associées est interdit entre fin février et septembre. »

Article 2. Dispositions administratives

Article 2.1. Délais et voies de recours

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex) :

1. Par la société UNITED PETFOOD FRANCE, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R. 181-45.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^{er} et 2^o.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 2.2. Publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 2.4. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à l'inspection des installations classées.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 22 AOUT 2024

Le préfet,
Pour le préfet,
La secrétaire générale,


Nadia SEGHIER

